



ARRÊTÉ

DU DIRECTOIRE

DU DÉPARTEMENT DE L'AIN,

CONCERNANT le rassemblement d'un bataillon de gardes nationaux volontaires.

Du 9 Novembre 1791.

LE PROCUREUR-GÉNÉRAL-SYNDIC du département a dit :

Que, par votre arrêté du 16 août dernier, vous avez ordonné un premier rassemblement des gardes nationaux volontaires enrégimentés dans chacun des districts, pour être formés en compagnie, et cet objet n'a pu se remplir, attendu que l'équipement & la nourriture des volontaires, pendant leur séjour dans les chefs-lieux des districts, avoient été mis à la charge de chaque individu, ces obstacles ont été levés par la loi du 1^{er} septembre, qui charge les vicaires-général de département du pouvoir, sans délai, à l'équipement des gardes nationaux qui n'auront pas le moyen d'y pourvoir, sans la retenue successive sur leur solde.

Par un autre arrêté du 15 septembre, nous avons ordonné un nouveau rassemblement pour le 25 du même mois; il a eu l'effet que vous desiriez les compagnies se sont formées jusqu'au nombre de trente; elles se sont comme retirées jusqu'à ce qu'il leur parvint des ordres ultérieurs pour un nouveau rassemblement, tendant à la composition des bataillons, & à leur réception par le commandant militaire.

Vous n'avez pas voulu ordonner cette réunion sans vous être auparavant assuré de l'équipement complet des gardes nationaux; et quoique vous ayez donné tous vos soins pour accélérer, vous n'avez de certitude que pour l'équipement d'un seul bataillon à l'époque du premier décembre prochain.

Vous avez rendu compte au ministre de la guerre de toutes vos opérations; il les a approuvées par sa lettre du 1^{er} octobre dernier, mais il pensait à penser que vous ne deviez ordonner de rassemblement que lorsque l'équipement pour être fourni; il parait que dans cet état des choses vous ne pouvez pas ordonner un rassemblement général de toutes les compagnies, qui paroissent assez nombreuses pour former quatre bataillons; il seroit prudent de ne s'occuper, quant à présent, que de la formation d'un seul bataillon, sans à presser l'équipement qui doit être préparé pour les autres bataillons; par ce moyen vous satisfériez, autant qu'il seroit en votre pouvoir, à la juste impatience des gardes nationaux volontaires.

Il pourroit encore vous rester un autre obstacle à lever, c'est celui résultant de l'absence d'un commissaire des guerres; il est nécessaire pour la revue du bataillon et pour la fourniture des fonds destinés à sa solde. Le ministre de la guerre vous avertit au moins de sa nomination et sa prochaine arrivée; vous lui avez

écrit qu'il ne s'étoit point encore rendu à sa destination; il y a donc lieu de croire qu'il arrivera avant le premier décembre; on peut cependant prévoir le cas contraire, et la présente arrête assigne que s'il n'arrive pas, le nouveau le ministre de l'absence de ce commissaire, pour qu'il y pourvise par remplacement ou par une commission extraordinaire.

Sur quoi le directoire du d^{pt} considérant qu'il convient de répondre au zèle et à l'ardeur que n'ont cessé de manifester les braves citoyens qui se sont dévoués à la défense de la patrie, a arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les gardes nationaux volontaires employés dans les compagnies ci-dessus formées et comprises dans l'état annexé au présent arrêté, se rendront le trente du présent mois de novembre à Bourg; ils y seront rassemblés le lendemain premier décembre, à neuf heures du matin.

II.

Chaque garde nationale sera, autant qu'il est possible, muni d'un fusil, à l'effet de quoi les municipalités recouvreront ou feront remettre à chacun de leur garde nationale les fusils qui leur auront été confiés.

III.

Les gardes nationaux volontaires convoqués par le présent arrêté observeront dans leur marche le meilleur ordre; ainsi que la discipline militaire; en arrivant à Bourg, ils se présenteront à la municipalité, qui leur fera délivrer des billets de logement.

IV.

Ils recouvreront la solde du jour de leur arrivée.

V.

Dès que le rassemblement sera effectué, il sera procédé par les commissaires qui seront nommés, à la formation du bataillon et de l'état-major; ainsi qu'à la vérification des effets d'équipement, équipement et armement de chaque volontaire; le directoire se réserve de déterminer par le sort le rang des bataillons jusqu'ils seront tous formés.

V.

Après cette opération, les gardes nationaux volontaires se rendront à la destination où leur sera prescrite par le commandant militaire attaché à ce département.

VII.

Il sera donné connaissance au ministre de la guerre du présent arrêté, et il lui sera fait une nouvelle invitation de donner des ordres pour que le commissaire des guerres chargé de la revue et de pourvoir à la solde, soit tenu d'y vaquer, et pour qu'en cas d'absence il soit remplacé.

Il sera également communiqué au commandant militaire attaché au département.

Le directoire ordonne en outre que le présent arrêté sera imprimé et envoyé aux districts, qui le feront parvenir aux municipalités pour y être publié et affiché, ce dont les procureurs-syndics de chaque district seront tenus de certifier dans la huitaine. Fait à Bourg le 9 novembre 1791. Signé, MEUNIER, vice-président; ROUTIER, TARDY, GOILLON, FAVIER, ROCHARD, VALENT et MERLE, administrateurs; GAUTHIER, procureur-général-syndic, et BARRONNIER, secrétaire.

LISTE DES COMPAGNIES

convoquées pour être formées en bataillons, le trente du présent mois de novembre.

NOMS DES DISTRICTS.	NOMS DES CANTONS.	COMPAGNIES.	CAPITAINES.
BELLEY.	BELLEY.	Compagnie DE BELLEY.	St. Antoine MARTIN.
BELLEY.	VIRIEUX-le grand, &c.	Compagnie DE VIRIEUX.	St. Aimé GUILLEARD.
GEX.	GEX.	Compagnie DE GEX.	St. Louis-Marie DUCHEMIN.
GEX.	FERNET, &c.	Compagnie DE FERNET.	St. Pierre-Joseph MANICHE.
NANTUA.	NANTUA.	Compagnie DE NANTUA.	St. Jean-Marie MONNET.
NANTUA.	GYONNET, BORDAN, &c.	Compagnie DE BORDAN.	St. Gabriel SARRAZIN.
St. RAMBERT.	AMBERIEUX.	Compagnie D'AMBERIEUX.	St. Joseph CORRAARD.
St. RAMBERT.	AMBERIEUX.	Compagnie D'AMBERIEUX.	St. Jean-François GAILLARD.

Colliatanni, BRANGER, secrétaire.

A BOURG, de l'imprimerie de C. G. PHILIPON.

ARRÊTÉ

DE DÉPARTEMENT DE LA SEINE



Arrêté du Département
pour
l'achat de 4.000 paires de gants
Haut-velours.

9.9.1291